



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2017-2018

VG

P.V. PETI 25

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 31 juillet 2018

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 21 juin, 12 juillet, 24 juillet, 26 juillet et de la réunion jointe du 24 juillet 2018
2. Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique
3. Suivi des pétitions en cours d'instruction
4. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant Mme Martine Hansen, M. Gérard Anzia remplaçant M. Roberto Traversini, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. André Bauler remplaçant M. Gusty Graas, M. Gilles Baum remplaçant M. Lex Delles, M. Emile Eicher remplaçant M. Jean-Marie Halsdorf, M. Max Hahn, Mme Cécile Hemmen, Mme Octavie Modert remplaçant Mme Claudine Konsbruck, M. Gilles Roth remplaçant Mme Nancy Arendt, M. Marco Schank

Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Eugène Berger, observateurs

Mme Vera Haas-Gelejinsky, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt, M. Lex Delles, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Claudine Konsbruck, M. Roberto Traversini, M. David Wagner

*

Présidence : M. Marco Schank, Président de la Commission

*

1. **Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 21 juin, 12 juillet, 24 juillet, 26 juillet et de la réunion jointe du 24 juillet 2018**

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont adoptés.

2. **Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique**

La Commission émet un avis positif au sujet de la recevabilité des demandes de

pétition publique 1071, 1072, 1073 et 1074.

Demande de pétition publique 1071 - Pour une politique de santé publique qui combatte effectivement l'implantation des moustiques-tigres, vecteurs de maladies, au Luxembourg

Demande de pétition publique 1072 - Education: Instauration d'une troisième liste pour le concours pour abolir l'inégalité entre ceux qui ont fait un Bachelor professionnel en Sciences de l'Education et ceux avec un Bachelor "en relation avec un des objectifs de l'enseignement".

Demande de pétition publique 1073 - Dédommagement consommateur (personne privée) suite à la faillite de l'entrepreneur de construction et/ou du promoteur

Demande de pétition publique 1074 - Plaques minéralogiques pour vélos

Elle en fait de même avec les textes reformulés des demandes 1048, 1060 et 1063 :

Demande de pétition publique 1048 - Camion Transitverkéier mat liewegen Déieren duerch onst Land soll grondsätzlech verbuede ginn

Demande de pétition publique 1060 - Demande d'avoir un délai de rétractation de 7 jours sur les contrats qui ne sont pas à distance ou hors établissement

Demande de pétition publique 1063 - Amélioration des services des trains, et rendre plus transparentes les statistiques données pour les retards et les annulations

Par ailleurs, la Commission se prononce favorablement au sujet de la *demande de pétition publique 1067- Blocage d'un carrefour : Avertissement taxé de 145 euros et retrait de 2 points*, tenue en suspens jusque-là.

Après un échange de vues, la Commission émet un avis négatif au sujet de la recevabilité des demandes de pétition publique 1075, 1032, 1036 et 1012.

Demande de pétition publique 1075 - Führerscheinabgabe für ältere Personen für mehr Sicherheit im Strassenverkehr

D'après les membres de la Commission, la demande en question constitue une généralisation abusive qui contient des insinuations inacceptables concernant tant les personnes âgées que les médecins qui les examinent. Par ailleurs, les statistiques contredisent l'idée sous-jacente que les personnes âgées représentent un plus grand danger sur la route que les jeunes conducteurs.

*

Les auteurs des demandes de pétition publique 1032, 1036 et 1012 n'ont pas réservé de suite à la demande de la Commission de reformuler leurs textes. Par conséquent, la Commission émet un avis négatif au sujet de la recevabilité.

Demande de pétition publique 1032 - Interdire aux employeurs de réclamer la langue portugaise pour un poste de travail au Luxembourg

Demande de pétition publique 1036 - Vorschläge - Verbesserung am Pressegesetz - Anerkennung und Schutz des Journalistenberufs e vorzugehen

Demande de pétition publique 1012 - Interdiction des animaux dans les établissements offrant des vivres à la consommation

La Commission revendique un certain nombre de modifications de texte pour les demandes de pétition publique suivantes :

Demande de pétition publique 1077 - Fir d'Unerkennung vum eSport am Lëtzebuurger Land

Le terme « Unerkennung » dans l'intitulé est à préciser et à placer dans son contexte. La phrase " *Waat ass den Ennerscheed an ee Stadion ze goen* » n'étant pas d'intérêt général est à supprimer.

Demande de pétition publique 1078 - Plan de travail de 6 mois en avance pour employé(e)s du secteur soins/santé

Au niveau de l'intitulé l'expression « du secteur soins/santé » est à définir dans son étendue exacte.

En vue d'une meilleure lisibilité de la motivation de l'intérêt général, la Commission propose une modification de texte à certains endroits.

Demande de pétition publique 1079 - Berufsbusfahrer

Le pétitionnaire est invité à préciser davantage le terme de « Berufsfahrer ». Par ailleurs, l'emploi des pronoms personnels je et nous n'est pas permis. Enfin, il y a lieu de supprimer les formules de politesse.

Demande de pétition publique 1080 - Empêchement de la pétition de l'interdiction de fumer aux terrasses des restaurants

La Commission propose de reformuler l'intitulé en « Pour conserver le droit de fumer aux terrasses des restaurants ». En plus, elle demande au pétitionnaire de procéder à plusieurs modifications au niveau de la motivation.

Demande de pétition publique 1081 - Dépassement des véhicules en cas de file sur les autoroutes et routes hors agglomération

La Commission constate que l'intitulé de la pétition n'est pas en accord avec son but.

Demande de pétition publique 1082 – Hospitalisation des enfants

L'intitulé n'est pas suffisamment explicite par rapport au but et à la motivation de la demande de pétition, au niveau desquels s'impose une légère modification.

3. Suivi des pétitions en cours d'instruction

Validation de signatures

La Commission procède à la validation des signatures des pétitions publiques reprises ci-après. Vu qu'aucune d'entre elles n'a atteint le seuil de 4.500 signatures, elles ne pourront faire l'objet d'un débat public. Les pétitionnaires sont invités à se prononcer, dans le délai d'un mois, sur une poursuite éventuelle de l'instruction de leurs pétitions reclassées en pétitions ordinaires.

!

Pétition publique 999 - Interdire aux motards de circuler par la voie médiane sur les autoroutes

Signatures : 123

Doublons : 6

Pétition publique 1000 - Pour un congé extraordinaire de trois jours en cas de décès d'un parent ou allié au 2e degré

Signatures : 140

Doublons : 2

Pétition publique 1014 – Introduction d'un système d'honoraires proportionnels dégressifs en faveur des agents immobiliers dans le cadre de transactions immobilières en vue de freiner la flambée des prix sur le marché du logement

Signatures : 111

Doublons : 2

Pétition publique 1021 – Lac de loisirs sur le Plateau du Kirchberg

Signatures : 201

Doublons : 2

Pétition publique 1024 – Harmoniser le taux d'imposition entre les personnes mariées et les personnes célibataires

Signatures : 1099 dont 168 sur papier

Doublons : 29

Pétition publique 1025 - Recevabilité de la preuve digitale lors d'infractions commises par les automobilistes / motards

Signatures : 77

Doublons : 1

Pétition publique 1026 - Pfingstdienstag als Luxemburger-UNESCO-Kulturerbe-Tag zum gesetzlichen Feiertag bestimmen

Signatures : 997

Doublons : 21

Pétition publique 1027 - Accorder la classe d'impôt 2 aux couples pacsés de la même manière qu'aux couples mariés

Signatures : 713

Doublons : 12

Pétition publique 1028 - Autoriser l'utilisation de "Dashcam" ou caméras embarquées dans les véhicules au Luxembourg

Signatures : 795

Doublons : 21

Pétition publique 1030 – Améliorer la sécurité des cyclistes sur la voie publique
Signatures : 164
Doublons : 3

Pétition publique 1033 - Frais d'agence en cas de location d'un bien immobilier
Signatures : 1.141
Doublons : 11

Demandes de reclassement en pétitions ordinaires

A la demande des pétitionnaires, les pétitions publiques reprises ci-après sont reclassées en pétitions ordinaires et transmises aux Ministres compétents en vue d'une prise de position gouvernementale.

Pétition publique 989 - Fir d'Erhale vun der Gebléishal vun der fréierer ARBED Belval

Pétition publique 992 - Kaf vun alkoholeschem Gedrénks nët ënner 18 Joer

Pétition publique 995 - Fir d'Aféierung von engem Vidange-System fir Béchsen, Einwegglas- a Plastiksfältschen.

Clôture

Etant donné que le pétitionnaire n'a pas réagi à la prise de position gouvernementale, la Commission décide de clôturer l'instruction de la *pétition 870 - Pour des peines plus sévères en cas de travail clandestin*.

Prises de position du Gouvernement

La Commission décide de transmettre une série de prises de position gouvernementales aux pétitionnaires. Sans réaction de leur part dans un délai de deux mois, l'instruction de ces pétitions sera à considérer comme étant close.

Pétition 911 – Schülerinnen a Schüler raus aus dem Beruffstraffic ! Lycéeën eng Stonn méi spët ufänke loossen

Prise de position du Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du 24.07.2018

Pétition 921 - Le Monorail (Ecorail) : la solution innovante pour mettre un terme aux embouteillages sur nos autoroutes

Prise de position du Ministre du Développement durable et des Infrastructures du 18.07.2018

Pétition 939 - Complément familial pour les familles recomposées frontalières

Prise de position de la Ministre de la Famille et de l'Intégration du 15.06.2018

Pétition 942 - Die Erbschafts- und Schenkungssteuer abschaffen. Notarkosten, Grunderwerbsteuer und Überschreibungsgebühr gesetzlich auf eine Pauschalgebühr festlegen.

Prise de position du Ministre des Finances du 19.07.2018

Pétition 954 - Pour une prise en compte des familles monoparentales pour les « jours enfant malade » (congés pour raisons familiales)

Prise de position du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire du 19.07.2018

Pétition 956 - Délai de réponse à un Recours auprès du Conseil Arbitral de la Sécurité Sociale

Prise de position du Ministre de la Sécurité sociale du 23.07.2018

Pétition 1009 – Frais de gérance

Prise de position du Ministre du Logement du 11.07.2018

Rôle des affaires

Monsieur le Président retrace brièvement le relevé d'une série de pétitions en cours d'instruction qui figurent dans le rôle des affaires depuis longue date.

Pétition 277 - Soutien de la proposition de loi 5617 portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée

En date du 12 décembre 2013, la Commission des Pétitions avait décidé de tenir en suspens la pétition jusqu'à l'aboutissement des travaux parlementaires de la proposition de révision 6030 portant instauration d'une nouvelle Constitution, dont le rapport fut adopté le 6 juin 2018.

La proposition de loi 5617, quant à elle, a été retirée du rôle le 27 mars 2014.

Au vu du texte retenu par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle relatif aux emblèmes nationaux dans son rapport du 6 juin 2018 relatif à la proposition de révision 6030, la Commission des Pétitions décide de clôturer l'instruction de la pétition 277.

« Chapitre 1er – De l'Etat, de son territoire et de ses habitants

Section 1re – De l'Etat, de sa forme politique et de la souveraineté

Art. 4. ...

(2) L'emblème national est le drapeau tricolore rouge, blanc, bleu.

(3) La loi définit les armoiries de l'Etat. »

Pétition 289 - concernant l'inscription de la langue luxembourgeoise en tant que langue officielle dans la Constitution

En date du 27 février 2014, la Commission des Pétitions avait décidé de tenir en suspens la pétition jusqu'à l'aboutissement des travaux parlementaires relatifs à la proposition de révision 6030 précitée.

Au vu du texte adopté par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle au sujet de la langue luxembourgeoise, la Commission des Pétitions décide de clôturer l'instruction de la pétition 289.

« Chapitre 1er – De l'Etat, de son territoire et de ses habitants

Section 1re – De l'Etat, de sa forme politique et de la souveraineté

Art. 4. (1) La langue du Luxembourg est le luxembourgeois. La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande. »

Pétition 307 - Pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat

En date du 12 décembre 2012, la Commission des Pétitions avait décidé de tenir en suspens la pétition sous rubrique.

Au vu du texte adopté par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle au sujet des relations entre l'Etat et les communautés religieuses dans son rapport sur la proposition de révision 6030, la Commission des Pétitions décide de clôturer l'instruction de la pétition 307.

« Section 3 – Des relations entre l'Etat et les communautés religieuses

Art. 116. Les églises et les communautés religieuses sont séparées de l'Etat.

La loi règle les relations entre l'Etat et les églises et communautés religieuses.

Dans les limites et formes déterminées par la loi, des conventions à approuver par la Chambre des Députés peuvent préciser les relations entre l'Etat et les églises et communautés religieuses. »

Pétition 808 - Changer l'article 107 de la constitution (concerne tous les cimetières) (mai 2017)

En présence d'une prise de position du Ministre de l'Intérieur, il y a lieu de noter que la demande du pétitionnaire n'a pas été retenue dans le rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle relatif à la proposition de révision 6030. Partant, l'instruction de la pétition 808 est à considérer comme étant close.

Pétition 604 - Unerkennung vun der Wichtigkeet vun den Elteren an den éischten Joren, an Ënnerstëtzung fir hir Erzéiungsarbecht

En réaction à la prise de position gouvernementale, la pétitionnaire s'est adressée directement à la Ministre.

La Commission des Pétitions n'ayant été saisie d'aucune réaction ni de la part du Gouvernement, ni de celle de la pétitionnaire, la Commission décide de clôturer l'instruction de la pétition 604.

Pétition 736 – projet SEBES

En l'absence d'une réponse du Gouvernement à la lettre du pétitionnaire en réaction à la prise de position de la Ministre, la Commission décide de clôturer l'instruction de la pétition 736.

Pétition 878 - Demande de prise en compte en temps de travail des cotisations volontaires payées à la caisse de pension, pour la comptabilisation de l'âge d'entrée en retraite /pension

Le Ministre n'ayant pas répondu à la lettre du pétitionnaire en réaction à la prise de position gouvernementale, la Commission décide de clôturer l'instruction de la pétition 878.

4. **Divers**

Copie d'une lettre de Monsieur Walter Scheel du 23 juillet 2018 sera transmise à l'Ambassadeur de la République d'Autriche.

La prochaine réunion de la Commission des Pétitions aura lieu le 12 septembre 2018, à 10.30 heures.

Luxembourg, le 26 septembre 2018

Le Secrétaire-Administrateur,
Vera Haas-Gelejinsky

Le Président de la Commission des Pétitions,
Marco Schank